



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 70.208/1-2
du 18 octobre 2021

advies 70.208/1-2
van 18 oktober 2021

sur

over

un avant-projet de loi
‘transposant la
Directive (UE) 2019/1153 du
Parlement Européen et du
Conseil du 20 juin 2019 fixant
les règles facilitant l'utilisation
d'informations financières et
d'une autre nature aux fins de
la prévention ou de la
détection de certaines
infractions pénales, ou des
enquêtes ou des poursuites en
la matière, et abrogeant la
décision 2000/642/JAI
du Conseil'

een voorontwerp van wet 'tot
omzetting van
Richtlijn (EU) 2019/1153 van
het Europees Parlement en de
Raad van 20 juni 2019 tot
vaststelling van regels ter
vergemakkelijking van het
gebruik van financiële en
andere informatie voor het
voorkomen, opsporen,
onderzoeken of vervolgen van
bepaalde strafbare feiten, en
tot intrekking van
Besluit 2000/642/JBZ
van de Raad'

Le 20 septembre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'transposant la Directive (UE) 2019/1153 du Parlement Européen et du Conseil du 20 juin 2019 fixant les règles facilitant l'utilisation d'informations financières et d'une autre nature aux fins de la prévention ou de la détection de certaines infractions pénales, ou des enquêtes ou des poursuites en la matière, et abrogeant la décision 2000/642/JAI du Conseil'.

Les chapitres 1^{er} et 2 ont été examinés par la deuxième chambre le 18 octobre 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur adjoint.

Les chapitres 1^{er} et 3 ont été examinés par la première chambre le 14 octobre 2021. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Wouter PAS et Inge VOS, conseillers d'État, Michel TISON et Johan PUT, assesseurs, et Wim GEURTS, greffier.

Le rapport a été présenté par Frédéric VANNESTE, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 octobre 2021.

*

Op 20 september 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet ‘tot omzetting van Richtlijn (EU) 2019/1153 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 tot vaststelling van regels ter vergemakkelijking van het gebruik van financiële en andere informatie voor het voorkomen, opsporen, onderzoeken of vervolgen van bepaalde strafbare feiten, en tot intrekking van Besluit 2000/642/JBZ van de Raad’.

De hoofdstukken 1 en 2 zijn door de tweede kamer onderzocht op 18 oktober 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, adjunct-auditeur.

De hoofdstukken 1 en 3 zijn door de eerste kamer onderzocht op 14 oktober 2021. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Wouter PAS en Inge VOS, staatsraden, Michel TISON en Johan PUT, assessoren, en Wim GEURTS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Frédéric VANNESTE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 oktober 2021.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Interrogé quant à la consultation de l'Organe de contrôle de l'information policière au sujet de l'avant-projet de loi, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Het advies van het Controleorgaan op de politionele informatie werd gevraagd, maar het controleorgaan heeft zich onbevoegd verklaard, omdat het wetsontwerp geen betrekking of (zelfs onrechtstreekse) impact heeft op de (regels van) politionele informatie ».

Le délégué a par ailleurs indiqué que l'avis de l'Autorité de protection des données avait été sollicité.

Si l'accomplissement de la formalité susmentionnée devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État¹, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation conformément au prescrit de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a transmis un tableau de concordance entre le texte de la directive (UE) 2019/1153 du Parlement Européen et du Conseil du 20 juin 2019 'fixant les règles facilitant l'utilisation d'informations financières et d'une autre nature aux fins de la prévention ou de la détection de certaines infractions pénales, ou des enquêtes ou des poursuites en la matière, et abrogeant la décision 2000/642/JAI du Conseil' et le texte de l'avant-projet de loi, ainsi qu'un tableau de correspondance en sens inverse.

Ces tableaux seront utilement intégrés dans l'exposé des motifs afin que le Parlement puisse se prononcer en parfaite connaissance de cause sur le choix des moyens mis en œuvre par l'auteur de l'avant-projet pour assurer la transposition de la directive et afin d'éviter que

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ À savoir d'autres modifications que celles dont fait état le présent avis ou des modifications tendant à répondre aux observations formulées dans celui-ci.

l'exercice du droit d'amendement prévu par l'article 76 de la Constitution excède les limites du pouvoir d'appréciation que le droit européen reconnaît aux États membres ².

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Ce chapitre n'appelle aucune observation.

CHAPITRE 2 – MODIFICATIONS DE LA LOI [D]U 18 SEPTEMBRE 2017 RELATIVE À LA PRÉVENTION DU BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET DU FINANCEMENT DU TERRORISME ET À LA LIMITATION DE L'UTILISATION DES ESPÈCES

Article 4

1. Dans la version française de l'article 4, 5^o/4, en projet, les mots « Règlement 2016/749 » seront remplacés par les mots « Règlement 2016/794 ».

2. De l'accord du délégué du Ministre, dans la version française de l'article 4, 46^o, en projet, les mots « d'affaires » seront omis afin de respecter strictement la terminologie de l'article 2, point 5, de la directive (UE) 2019/1153.

3. L'article 4, 51^o, en projet définit la notion d'« infractions pénales graves » comme étant « les formes de criminalité énumérées à l'annexe I du Règlement 2016/794 ».

Cette définition correspond à celle figurant à l'article 2, point 12, de la directive (UE) 2019/1153.

La section de législation a déjà admis de telles références à une annexe d'un règlement ³.

Il conviendrait toutefois en l'espèce de préciser plus clairement s'il s'agit d'une référence statique ou dynamique ⁴.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 193.

³ Voir par exemple l'avis 51.112/3 donné le 11 avril 2012 sur un avant-projet devenu l'arrêté royal du 3 août 2012 'modifiant l'arrêté royal du 16 janvier 2006 fixant les modalités des agréments, des autorisations et des enregistrements préalables délivrés par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire' (www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/51112.pdf).

⁴ Sur la différence entre une référence dynamique et une référence statique, voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 74.

La même observation vaut pour l'article 31/1, § 1^{er}, alinéa 2, en projet de la loi du 4 février 2018 'contenant les missions et la composition de l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation' (article 12 de l'avant-projet).

Article 8

1. Les mots « Règlement 2016/749 » seront remplacés par les mots « règlement 2016/794 ».

2. Afin d'assurer une transposition complète de l'article 12, paragraphe 2, de la directive (UE) 2019/1153, le dispositif sera complété pour indiquer que l'article 7, paragraphes 6 et 7, du règlement (UE) 2016/794 s'applique aux échanges entre la CTIF et EUROPOL.

3. Aux termes de l'article 83, § 2, alinéa 1^{er}, 5^o, en projet,

« [l]es échanges d'informations [entre la CTIF et EUROPOL dans le cadre des demandes motivées d'informations financières et d'analyses financières qu'EUROPOL adresse directement à la CTIF] se font par le biais de FIU.net ou par d'autres canaux d'échange qui offrent un niveau de sécurité et d'efficacité au moins équivalent à ce qui précède ».

Il entend ainsi transposer l'article 13, paragraphe 1, de la directive (UE) 2019/1153, lequel prévoit, quant à lui, que les États membres doivent

« veille[r] à ce que les échanges d'informations [...] aient lieu [...] par voie électronique via :

- a) SIENA ou son successeur dans la langue applicable à SIENA : ou
- b) le cas échéant, le FIU.net ou son successeur ».

En permettant une communication par d'autres canaux d'échanges que FIU.net sans autre précision quant à leur identification, la disposition en projet permet l'utilisation de systèmes qui pourraient ne pas être le « successeur » de FIU.net, ce qui s'écarterait du mécanisme technique de collaboration prescrit par la directive, lequel implique que les États utilisent un système homogène d'échange d'informations.

La disposition sera revue afin de n'autoriser pour les échanges d'informations que l'emploi de l'un des deux systèmes cités par la directive ou de leur successeur.

Article 9

1. Afin d'améliorer la lisibilité de l'article 84, § 1^{er}, en projet, qui entend transposer l'article 7, paragraphe 1, de la directive (UE) 2019/1153 par l'ajout des mots « ainsi que des demandes motivées d'informations financières et d'analyses financières lorsque ces informations ou analyses financières sont nécessaires dans le cas particulier et que la demande porte sur des

questions relatives à la prévention, à la détection, à la recherche ou à la poursuite d'infractions pénales graves », il y a lieu d'insérer les mots « lui adresser » entre les mots « ainsi que » et les mots « des demandes motivées d'informations ».

2. L'article 84, § 2, alinéa 3, en projet entend transposer l'article 10, paragraphe 1, alinéa 3, de la directive (UE) 2019/1153, aux termes duquel

« [c]haque État membre veille à ce que toute diffusion des informations financières ou analyses financières obtenues par son autorité compétente désignée auprès de la [cellule de renseignement financier (CRF)] de cet État membre à tout autre autorité, agence ou service ou toute utilisation de ces informations à des fins autres que celles initialement approuvées, soit subordonnée à l'autorisation préalable de la CRF ayant fourni les informations ».

Cette dernière disposition distingue ainsi deux hypothèses, à savoir la diffusion à toute autorité, agence (et non « organisme ») ou service, d'une part, et, d'autre part, l'utilisation des informations à des fins autres que celles initialement approuvées.

Interrogé quant à la correcte transposition de ces deux hypothèses dans l'article 84, § 2, alinéa 3, en projet, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Het lijkt inderdaad zo dat in de tekst van het ontwerp de twee hypothesen als één hypothese gezien wordt.

Voorstel om de tekst als volgt te wijzigen:

La diffusion d'informations financières ou d'analyses financières obtenues par les autorités judiciaires auprès de la CTIF à une autre autorité, agence ou service, ou toute utilisation de ces informations à des fins autres que celles initialement approuvées, est soumise à l'autorisation préalable de la CTIF ».

Le dispositif sera par conséquent adapté en ce sens.

3. L'article 84, § 4, en projet entend transposer l'article 7, paragraphe 5, de la directive (UE) 2019/1153⁵ et autorise les autorités judiciaires à

« traiter les informations financières et les analyses financières reçues de la CTIF dans le but spécifique [*de l'accord du délégué, lire : « aux fins spécifiques »*] de prévenir, détecter, rechercher ou poursuivre des infractions pénales graves autres que les finalités pour lesquelles des données à caractère personnel sont collectées conformément à l'article 4.2 de la directive 2016/680 ».

Le commentaire de l'article précise à cet égard ce qui suit :

« [l'article 7, paragraphe 5, de la directive (UE) 2019/1153] est transposé dans le § 4 du nouvel article 84. Étant donné que le traitement des informations reçues est possible à des fins spécifiques de prévention, de détection, d'enquête ou de poursuite des infractions

⁵ Cette disposition est rédigée comme suit :

« Les autorités compétentes désignées peuvent traiter les informations financières et les analyses financières communiquées par la CRF à des fins spécifiques de prévention ou de détection d'infractions pénales graves, ou d'enquêtes ou de poursuites en la matière, qui sont différentes des finalités pour lesquelles des données à caractère personnel sont collectées conformément à l'article 4, paragraphe 2, de la directive (UE) 2016/680 ».

pénales graves, cela inclut le traitement des mêmes informations à des fins de lutte contre le blanchiment d'argent, les activités criminelles y associées et le financement du terrorisme ».

Il faut toutefois noter que, tel qu'il est rédigé, l'article 84, § 4, en projet ne vise que le traitement d'informations reçues de la CTIF « aux fins spécifiques de prévenir, détecter, rechercher ou poursuivre les infractions pénales graves ». Les infractions pénales graves sont définies à l'article 4, 51°, en projet, conformément à l'article 2, point 12, de la directive 2019/1153, comme étant « les formes de criminalité énumérées à l'annexe I du Règlement 2016/794 ». Dans cette annexe figurent notamment le terrorisme et les activités de blanchiment d'argent. Si l'intention de l'auteur du projet à l'examen est de viser également d'autres activités criminelles associées (au sens de l'article 4, 23°, de la loi du 18 septembre 2017 'relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces') qui ne sont pas énumérées dans l'annexe précitée, il convient dans ce cas d'adapter le dispositif en ce sens, de manière à les inclure également, conformément au principe de légalité découlant de l'article 22 de la Constitution.

4. À l'article 84, § 4, en projet, de l'accord du délégué du Ministre, les mots « l'article 4.2 de la Directive 2016/680 » seront remplacés par les mots « l'article 29, § 1^{er}, de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel » afin de faire référence aux règles de droit interne qui transposent cette disposition en droit interne.

Par conséquent, la définition figurant à l'article 4, 4°/2, en projet est inutile et sera omise.

Article 10

Interrogé quant aux motifs pour lesquels les mots « dans des cas exceptionnels et urgents » figurant à l'article 9, paragraphe 1, de la directive (UE) 2019/1153 n'avaient pas été transposés, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« Omdat dit de goede samenwerking bemoeilijkt en de CFI dit nu al kan zonder die bijkomende voorwaarden op basis van artikel 123 van de wet. Dus de CFI maakt geen gebruik van die beperking ».

Cette explication gagnerait à figurer dans le commentaire de l'article.

CHAPITRE 3 – MODIFICATION DE LA LOI DU 4 FÉVRIER 2018 CONTENANT LES MISSIONS ET LA COMPOSITION DE L'ORGANE CENTRAL POUR LA SAISIE ET LA CONFISCATION

Ce chapitre n'appelle aucune observation autre que l'observation n° 3 formulée sous l'article 4.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Op een vraag in verband met de raadpleging van het Controleorgaan op de politionele informatie in verband met het voorontwerp van wet heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Het advies van het Controleorgaan op de politionele informatie werd gevraagd, maar het controleorgaan heeft zich onbevoegd verklaard, omdat het wetsontwerp geen betrekking of (zelfs onrechtstreekse) impact heeft op de (regels van) politionele informatie.”

De gemachtigde heeft bovendien te kennen gegeven dat om het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit verzocht is.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van voornoemd vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan,¹ zouden de gewijzigde of toegevoegde bepalingen aan de afdeling Wetgeving voorgelegd moeten worden overeenkomstig hetgeen voorgeschreven wordt in artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ALGEMENE OPMERKING

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister een tabel bezorgd die de overeenstemming weergeeft tussen de tekst van richtlijn (EU) 2019/1153 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 ‘tot vaststelling van regels ter vergemakkelijking van het gebruik van financiële en andere informatie voor het voorkomen, opsporen, onderzoeken of vervolgen van bepaalde strafbare feiten, en tot intrekking van Besluit 2000/642/JBZ van de Raad’ en de tekst van het voorontwerp van wet, alsook een tabel met daarin de overeenstemming in omgekeerde zin.

Het verdient aanbeveling die tabellen op te nemen in de memorie van toelichting opdat het Parlement zich met kennis van zaken kan uitspreken omtrent de keuze van de middelen die de steller van het voorontwerp ter omzetting van de richtlijn wenst aan te wenden en ervoor te

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Namelijk andere wijzigingen dan die waarvan in dit advies melding gemaakt wordt of dan wijzigingen die ertoe strekken tegemoet te komen aan hetgeen in dit advies wordt opgemerkt.

zorgen dat de uitoefening van het recht van amendement vervat in artikel 76 van de Grondwet de grenzen niet te buien gaat van de beoordelingsbevoegdheid die het Europees recht aan de lidstaten toekent.²

BIJZONDERE OPMERKINGEN

HOOFDSTUK 1 – ALGEMENE BEPALINGEN

Dit hoofdstuk geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

HOOFDSTUK 2 – WIJZIGINGEN VAN DE WET VAN 18 SEPTEMBER 2017 TOT VOORKOMING VAN HET WITWASSEN VAN GELD EN DE FINANCIERING VAN TERRORISME EN TOT BEPERKING VAN HET GEBRUIK VAN CONTANTEN

Artikel 4

1. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 4, 5°/4, moeten de woorden “Règlement 2016/749” vervangen worden door de woorden “Règlement 2016/794”.

2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de Franse tekst van het ontworpen artikel 4, 46°, de woorden “d'affaires” weggelaten moeten worden teneinde zich strikt te houden aan de terminologie van artikel 2, punt 5, van richtlijn (EU) 2019/1153.

3. In het ontworpen artikel 4, 51°, wordt het begrip “ernstige strafbare feiten” gedefinieerd als “de vormen van criminaliteit die worden genoemd in bijlage I bij Verordening 2016/794”.

Die definitie stemt overeen met die in artikel 2, punt 12, van richtlijn (EU) 2019/1153.

De afdeling Wetgeving heeft reeds eerder ingestemd met dergelijke verwijzingen naar een bijlage van een verordening.³

In casu zou evenwel duidelijker vermeld moeten worden of het om een statische dan wel een dynamische verwijzing gaat.⁴

² *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 193.

³ Zie bijvoorbeeld advies 51.112/3 van 11 april 2012 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 3 augustus 2012 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 januari 2006 tot vaststelling van de nadere regels van de erkenningen, toelatingen en voorafgaande registraties afgeleverd door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen’ (www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/51112.pdf).

⁴ In verband met het verschil tussen een statische en een dynamische verwijzing, zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 74.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 31/1, § 1, tweede lid, van de wet van 4 februari 2018 ‘houdende de opdrachten en de samenstelling van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring’ (artikel 12 van het voorontwerp).

Artikel 8

1. De woorden “Verordening 2016/749” moeten vervangen worden door de woorden “verordening 2016/794”.

2. Met het oog op een volledige omzetting van artikel 12, lid 2, van richtlijn (EU) 2019/1153 moet het dispositief aangevuld worden met de bepaling dat artikel 7, leden 6 en 7, van verordening (EU) 2016/794 van toepassing is op de uitwisselingen van informatie tussen de CFI en EUROPOL.

3. Luidens het ontworpen artikel 83, § 2, eerste lid, 5°,

“[worden d]e uitwisselingen van informatie [tussen de CFI en EUROPOL in het kader van de gemotiveerde verzoeken om financiële informatie en financiële analyse die EUROPOL rechtstreeks indient bij de CFI] verricht via FIU.net of andere uitwisselingskanalen die een niveau van beveiliging en doeltreffendheid bieden dat minstens gelijkwaardig is aan het voornoemde.”

Met die bepaling wordt de omzetting beoogd van artikel 13, lid 1, van richtlijn (EU) 2019/1153, welke bepaling harerzijds voorschrijft dat de lidstaten

“ervoor [moeten zorgen] dat de uitwisselingen van informatie [...] elektronisch geschieden via:

a) SIENA of de opvolger daarvan, in de taal die in het kader van SIENA gebruikelijk is, of

b) in voorkomend geval via FIU.net of de opvolger daarvan.”

Doordat bij de ontworpen bepaling toegestaan wordt dat communicatie verricht wordt via andere, niet nader aangeduide, uitwisselingskanalen dan FIU.net, wordt daarbij het gebruik toegestaan van systemen die mogelijk niet de “opvolger” zijn van FIU.net, waarmee afgeweken zou worden van het technisch samenwerkingsmechanisme dat door de richtlijn voorgeschreven wordt, welk mechanisme impliceert dat de lidstaten voor het uitwisselen van informatie een homogeen systeem gebruiken.

De bepaling moet aldus herzien worden dat voor het uitwisselen van informatie alleen het gebruik toegestaan wordt van één van de twee in de richtlijn vermelde systemen of de opvolger ervan.

Artikel 9

1. Het ontworpen artikel 84, § 1, strekt ertoe artikel 7, lid 1, van richtlijn (EU) 2019/1153 om te zetten door toevoeging van de woorden “alook gemotiveerde verzoeken

om financiële informatie en financiële analyse, indien die financiële informatie of financiële analyse in het betrokken geval nodig is, en wanneer het verzoek is ingegeven door aangelegenheden in verband met het voorkomen, opsporen, onderzoeken of vervolgen van ernstige strafbare feiten”. Ter verbetering van de leesbaarheid van die ontworpen bepaling zou ze als volgt gesteld moeten worden:

“Tijdens het verrichten van onderzoeken betreffende het witwassen van geld, de criminele activiteiten die hiermee verband houden en de financiering van terrorisme, kunnen de gerechtelijke overheden aan de CFI, onder voorbehoud van de toepassing van de vereiste van artikel 58, alle relevante inlichtingen vragen die ze bezit en aan haar gemotiveerde verzoeken richten om financiële informatie en financiële analyse, indien die financiële informatie of financiële analyse in het betrokken geval nodig is en het verzoek ingegeven is door aangelegenheden in verband met het voorkomen, opsporen, onderzoeken of vervolgen van ernstige strafbare feiten.”

2. Het ontworpen artikel 84, § 2, derde lid, strekt tot omzetting van artikel 10, lid 1, derde alinea, van richtlijn (EU) 2019/1153, welke bepaling als volgt luidt:

“Elke lidstaat zorgt ervoor dat voor het meedelen van financiële informatie of financiële analyse die door zijn aangewezen bevoegde autoriteiten is verkregen van de [financiële-inlichtingeneenheid (FIE)] van die lidstaat, aan een andere autoriteit, een ander agentschap of een andere afdeling, en voor het gebruik van die informatie voor andere dan de oorspronkelijk goedgekeurde doeleinden, de voorafgaande instemming noodzakelijk is van de FIE, die de informatie heeft verstrekt.”

In die bepaling wordt een onderscheid gemaakt tussen twee gevallen, namelijk het meedelen van informatie aan enige andere autoriteit, agentschap (en niet “organisme”, zoals in de Franse tekst van de ontworpen bepaling) of afdeling, enerzijds, en het gebruik van die informatie voor andere dan de oorspronkelijk goedgekeurde doeleinden, anderzijds.

Op de vraag of die twee gevallen correct omgezet zijn in het ontworpen artikel 84, § 2, derde lid, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Het lijkt inderdaad zo dat in de tekst van het ontwerp de twee hypothesen als één hypothese gezien wordt.

Voorstel om de tekst als volgt te wijzigen:

La diffusion d'informations financières ou d'analyses financières obtenues par les autorités judiciaires auprès de la CTIF à une autre autorité, agence ou service, ou toute utilisation de ces informations à des fins autres que celles initialement approuvées, est soumise à l'autorisation préalable de la CTIF”.

Het dispositief moet bijgevolg in die zin aangepast worden.

3. Bij het ontworpen artikel 84, § 4, waarbij artikel 7, lid 5, van richtlijn (EU) 2019/1153⁵ omgezet wordt, worden de gerechtelijke overheden ertoe gemachtigd

“de van de CFI ontvangen financiële informatie en financiële analyse [te] verwerken voor de specifieke doeleinden van het voorkomen, opsporen, onderzoeken of vervolgen van ernstige strafbare feiten anders dan de doeleinden waarvoor persoonsgegevens worden verzameld overeenkomstig artikel 4.2 van Richtlijn 2016/680”.

In de bespreking van dat artikel 9 staat in dat verband het volgende:

“[Artikel 7, lid 5, van richtlijn (EU) 2019/1153] wordt omgezet in § 4, van het nieuwe artikel 84. Gezien de verwerking van de ontvangen informatie mogelijk is voor de specifieke doeleinden van het voorkomen, opsporen, onderzoeken of vervolgen van ernstige strafbare feiten, omvat dit ook de verwerking van diezelfde informatie voor de bestrijding van het witwassen van geld, de criminele activiteiten die hiermee verband houden, en de financiering van terrorisme”.

Er dient evenwel opgemerkt te worden dat het ontworpen artikel 84, § 4, zoals het gesteld is, alleen betrekking heeft op de verwerking van de van de CFI ontvangen informatie “voor de specifieke doeleinden van het voorkomen, opsporen, onderzoeken of vervolgen van ernstige strafbare feiten”. De ernstige strafbare feiten worden overeenkomstig artikel 2, punt 12, van richtlijn 2019/1153 in het ontworpen artikel 4, 51°, gedefinieerd als “de vormen van criminaliteit die worden genoemd in bijlage I bij Verordening 2016/794”. In die bijlage worden onder andere terrorisme en witwasactiviteiten vermeld. Als het de bedoeling van de steller van voorliggend ontwerp is om aldus eveneens te verwijzen naar andere daarmee verband houdende criminele activiteiten (in de zin van artikel 4, 23°, van de wet van 18 september 2017 ‘tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten’) dan die welke in de voornoemde bijlage opgesomd zijn, dienen die criminele activiteiten eveneens in het dispositief vermeld te worden, overeenkomstig het legaliteitsbeginsel dat voortvloeit uit artikel 22 van de Grondwet.

4. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in het ontworpen artikel 84, § 4, de woorden “artikel 4.2 van richtlijn 2016/680” vervangen moeten worden door de woorden “artikel 29, § 1, van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens” opdat naar de internrechtelijke regels verwezen wordt waarbij die bepaling in intern recht omgezet is.

Bijgevolg is de definitie die vervat is in het ontworpen artikel 4, 4°/2, nutteloos en moet ze weggelaten worden.

⁵ Die bepaling luidt als volgt:

“De aangewezen bevoegde autoriteiten kunnen de van de FIE ontvangen financiële informatie en financiële analyse verwerken voor de specifieke doeleinden van het voorkomen, opsporen, onderzoeken of vervolgen van ernstige strafbare feiten anders dan de doeleinden waarvoor persoonsgegevens worden verzameld overeenkomstig artikel 4, lid 2, van richtlijn (EU) 2016/680.”

Artikel 10

Naar aanleiding van de vraag om welke redenen de woorden “in uitzonderlijke en urgente gevallen” van artikel 9, lid 1, van richtlijn (EU) 2019/1153 niet omgezet zijn, heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

“Omdat dit de goede samenwerking bemoeilijkt en de CFI dit nu al kan zonder die bijkomende voorwaarden op basis van artikel 123 van de wet. Dus de CFI maakt geen gebruik van die beperking.”

Het verdient aanbeveling die uitleg op te nemen in de bespreking van dat artikel.

HOOFDSTUK 3 – WIJZIGINGEN VAN DE WET VAN 4 FEBRUARI 2018 HOUDENDE DE OPDRACHTEN EN DE SAMENSTELLING VAN HET CENTRAAL ORGAAN VOOR DE INBESLAGNEMING EN DE VERBEURDVERKLARING

Dit hoofdstuk geeft geen aanleiding tot andere opmerkingen dan die welke supra in opmerking 3 bij artikel 4 gemaakt is.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Wim GEURTS

Marnix VAN DAMME

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT